



## CHAPITRE 50

## CHAPTER 50

Loi modifiant la charte de la cité de Québec An Act to amend the charter of the city of Québec

[Sanctionnée le 23 juin 1943]

[Assented to, the 23rd of June, 1943]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pouvoir d'emprunt.

**1.** La cité de Québec est, par la présente loi, autorisée à emprunter les sommes suivantes subordonnément à l'approbation de la Commission municipale de Québec:

- a) Cent mille dollars pour construction de pavages permanents;
- b) Cinquante mille dollars pour la réfection de la couche d'usure des pavages;
- c) Dix-neuf mille cinq cents dollars pour l'achat de deux pompes à gazoline pour le service des incendies.

Émission d'obligations.

**2.** Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, sur résolution de son conseil, des obligations portant un intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an, payé semi-annuellement, remboursables par série ou à termes, ne dépassant pas vingt ans.

1929, c. 95, a. 18, remp.

**3.** L'article 18 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par les suivants:

**W**HEREAS the city of Québec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** The city of Québec is authorized by this act to borrow the following amounts, dependent upon the approval of the Québec Municipal Commission: Borrowing power.

- a. One hundred thousand dollars for the construction of permanent paving;
- b. Fifty thousand dollars for resurfacing pavements;
- c. Nineteen thousand five hundred dollars for the purchase of two gasoline pumps for the fire department.

**2.** For the purposes authorized above, the city may, by resolution of its council, issue bonds, bearing interest at a rate not exceeding four per cent per annum, payable half-yearly, repayable by series or within certain periods, for a duration not exceeding twenty years. Bond issue.

**3.** Section 18 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following sections: 1929, c. 95, s. 18, replaced.

Qualités  
requis  
du maire  
et des  
échevins.

“18. Pour être éligible comme maire ou échevin ou être habile à en exercer les fonctions, il faut être sujet britannique par naissance ou naturalisation, avoir résidé et tenu feu et lieu dans les limites de la cité, pendant l’année précédant immédiatement l’élection, être un électeur dûment qualifié de la cité, savoir lire couramment l’imprimé et le manuscrit et savoir aussi écrire couramment.

Cens  
d’éligi-  
bilité.

“18a. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d’échevin, ni être élu à cette charge, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement la mise en nomination il n’ait possédé dans la cité et ne possède encore, à la date de la mise en nomination et à celle de l’élection, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de son conjoint, des biens-fonds dont la valeur inscrite au rôle d’évaluation en vigueur à la date de la présentation doit être celle indiquée ci-après, après paiement ou déduction faite de toute hypothèque et de tout privilège enregistré sur tels biens-fonds:

a) Pour les candidats à la mairie, la valeur desdits immeubles doit être d’au moins cinq mille dollars;

b) Pour les candidats aux sièges désignés par le numéro 1, la valeur desdits immeubles doit être d’au moins deux mille dollars;

c) Pour les candidats aux sièges désignés par les numéros 2 et 3, la valeur desdits immeubles doit être d’au moins mille dollars.

Idem.

Nul ne peut occuper ou continuer d’occuper la charge de maire ou d’échevin, s’il ne possède ou s’il cesse de posséder le cens d’éligibilité prescrit par le présent article.”

1929, c. 95,  
aa.66a-66c,  
aj.

4. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l’article 66 les suivants:

Dépôt  
requis.

“66a. Nul bulletin de présentation n’est valide et ne doit être accepté par le président de l’élection s’il n’est accompagné de la part du candidat à la mairie d’un dépôt d’une somme de deux cents dollars en monnaie pouvant servir à des offres réelles, ou en billets d’une banque constituée en corporation et faisant affaires dans cette province, ou en chèque tiré sur une banque de ce genre et visé par elle.

“18. To be eligible as mayor or alderman, or qualified to fill such office, a person must be a British subject either by birth or naturalization, have resided and been a householder within the limits of the city during the year immediately preceding the election, be a duly qualified elector of the said city, know how to read print and writing fluently and also to write fluently.

Qualifica-  
tions of  
mayor  
and  
aldermen.

“18a. No one may be nominated for, nor elected to the office of mayor or alderman unless he has possessed during the twelve months immediately preceding the nomination and still possesses on nomination day and on election day, as owner, in his own name or in that of his consort, real estate in the city the value of which as entered on the valuation roll in force at the date of the nomination is as hereinafter indicated, after payment or deduction of every privilege and hypothec registered against such real estate:

Property  
qualifica-  
tion.

a. For candidates for the mayoralty, the value of the said immoveables must be at least five thousand dollars;

b. For candidates for the seats designated by the number 1, the value of the said immoveables must be at least two thousand dollars;

c. For candidates for seats designated by the numbers 2 and 3, the value of the said immoveables must be at least one thousand dollars.

No one may hold or continue to hold the office of mayor or of alderman if he does not possess or if he ceases to possess the qualifications set forth in this section.”

Idem.

4. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 66 thereof, the following sections:

1929, c. 95,  
ss.66a-66c,  
added.

“66a. No nomination-paper shall be valid or be accepted by the officer presiding at the election unless accompanied in the case of a candidate for the office of mayor by a deposit of the sum of two hundred dollars in legal tender or in the bills of any incorporated bank doing business in this Province, or in the form of a cheque drawn upon and accepted by such a bank.

Deposit  
on nomi-  
nation.

Dépôt requis.	Pour les candidats à l'échevinage, ce dépôt sera de cinquante dollars.	In the case of a candidate for the office of alderman, such deposit shall be fifty dollars.	Deposit on nomination.
Récépissé.	"66b. Le récépissé du président de l'élection est dans chaque cas une preuve suffisante de la remise du bulletin de présentation du candidat et du dépôt requis.	"66b. The receipt of the officer presiding at the election shall, in every case, be sufficient evidence of the production of the candidate's nomination-paper and of the deposit required.	Receipt.
Emploi du dépôt.	"66c. La somme ainsi déposée par un candidat est insaisissable et elle lui sera remise s'il est élu ou s'il reçoit un nombre de votes au moins égal à la moitié du nombre des votes donnés en faveur du candidat élu.	"66c. The sum so deposited by a candidate shall not be liable to seizure and shall be returned to him if he is elected or if he obtains a number of votes at least equal to one-half the number of votes polled in favour of the candidate elected.	Disposal of deposit.
Confiscation.	Dans le cas où le candidat défait n'aura pas un nombre de votes suffisant, son dépôt restera la propriété de la cité pour les besoins de l'administration."	When the defeated candidate has not polled a sufficient number of votes, his deposit shall remain the property of the city for the needs of the administration."	Forfeiture.
1929, c. 95, a. 76, remp.	5. L'article 76 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:	5. Section 76 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:	1929, c. 95, s. 76, replaced.
Établissement de bureaux de votation.	"76. Les bureaux de votation seront établis par le greffier de la cité qui en publiera la liste et la désignation au moins deux jours francs avant le jour de la votation, dans un journal français et dans un journal anglais de la cité.	"76. The polls shall be established by the city clerk who shall publish the list and description thereof at least two clear days before the polling day, in a French and in an English newspaper of the city.	Polls.
Groupe-ment.	Le greffier de la cité pourra, à sa discrétion, grouper les bureaux de votation dans des salles publiques, dans des écoles ou d'autres locaux spacieux.	The city clerk may, in his discretion, group the polls in public halls, schools or other spacious premises.	Grouping of polls.
Congé scolaire.	Les commissions scolaires devront, le jour du scrutin, donner congé aux écoliers fréquentant les écoles qui auront été ainsi choisies comme bureaux de votation.	The school boards shall grant leave of absence on polling day to the pupils attending the schools so chosen as polls.	School work suspended.
Surveillance.	Aux endroits où plusieurs bureaux de votation auront été ainsi groupés, le greffier de la cité devra prendre les dispositions nécessaires pour diriger les électeurs vers le bureau de votation où ils auront le droit de voter, et s'assurer que la votation procède sans encombre, conformément aux dispositions de la présente loi."	In places where several polls have been so grouped, the city clerk shall take the necessary steps to direct the electors to the polls in which they are entitled to vote, and shall ensure that the polling proceeds without hindrance, in accordance with the provisions of this act."	Supervision of grouped polls.
1929, c. 95, a. 162b, remp.	6. L'article 162b de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 8 de la loi 5 George VI, chapitre 72, est remplacé par le suivant:	6. Section 162b of the act 19 George V, chapter 95, as enacted by the act 5 George VI, chapter 72, section 8, is replaced by the following:	1929, c. 95, s. 162b, replaced.
Système obligatoire.	"162b. Après l'entrée en vigueur d'un tel contrat, la cité ne peut abandonner le système de pensions prévu par l'article 162a qu'après nouvelle entente avec ses	"162b. After the coming into force of such a contract, the city cannot abandon the pension system contemplated in section 162a until after a new agreement	Pension system not to be abandoned.

employés permanents et l'autorisation de la Législature.

has been reached with its permanent employees, and the authorization of the Legislature has been obtained.

Rétroactivité.

Aux fins de permettre à la cité de compléter le contrat, pour assurer des pensions de retraite à ses employés permanents, prévu par la résolution desdits employés permanents du 16 octobre 1940, par la recommandation du surintendant des assurances du 19 décembre 1940 et par la résolution du conseil du 20 décembre 1940, l'article 162a, en la forme susdite, s'applique avec le même effet que s'il avait été décrété en cette forme par l'article 13 de la loi 3 George VI, chapitre 102.

In order to enable the city to complete the contract to ensure retiring pensions for its permanent employees contemplated by the resolution of the said permanent employees of the 16th of October, 1940, by the recommendation of the Superintendent of Insurance of the 19th of December, 1940, and by the resolution of the Council of the 20th of December, 1940, section 162a, as above, shall apply with the same effect as if it had been so enacted by the act 3 George VI, chapter 102, section 13.

Retroactive effect.

Idem.

Ledit contrat peut être fait avec effet à compter du 1er novembre 1940 ou de toute date subséquente fixée par les parties.

The said contract may be made to have effect as from the 1st of November, 1940, or from any subsequent date determined by the parties.

Idem.

Remise au cas de destitution.

Tel contrat devra stipuler qu'au cas où un employé est destitué ou quitte le service de son plein gré, ses seules contributions lui seront remises, les contributions de la cité étant retournées à la cité. Cependant un employé aura le privilège de prendre sa retraite après avoir atteint l'âge de soixante ans, la pension étant réduite en conséquence.

Such contract must stipulate that in the event of an employee being dismissed or leaving the service voluntarily, his own contributions shall be returned to him, the city's contributions being returned to the city. An employee, however, shall have the privilege of retiring after attaining the age of sixty years, the pension being reduced accordingly.

Contribution returned on dismissal.

Retraite à soixante ans.

La prime payable aux assureurs, pour qu'ils assument les obligations accrues en faveur des membres dudit fonds de pension à la date ainsi fixée, peut être acquittée en partie par la cité en transportant aux assureurs les valeurs et espèces dudit fonds de pension à cette date et le surplus peut en être payé en versements annuels à un taux d'intérêt d'au plus quatre et demi pour cent l'an et pour un terme n'excédant pas vingt-cinq ans.

The premium payable to the assurers for assuming the obligations accrued in favour of the members of the said pension fund at the date so fixed may be liquidated in part by the city by transferring to the assurers the cash and securities of the said pension fund at such date and the balance thereof may be paid in annual instalments at an interest rate not exceeding four and one-half per cent per annum and for a period of not more than twenty-five years.

Payment of premium.

Emprunt autorisé

La cité est aussi autorisée, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, à emprunter à un taux n'excédant pas quatre pour cent, pour une période de pas plus de vingt-cinq ans, les sommes nécessaires pour rembourser en entier le solde de la prime payable chaque année aux assureurs pour ledit fonds de pension."

The city is also authorized, with the prior approval of the Quebec Municipal Commission, to borrow, at a rate not exceeding four per cent, for a term of not more than twenty-five years, the necessary sums to repay the entire balance of the premium payable each year to the insurers for the said pension fund."

Borrowing power

1929, c. 95, a. 216, remp.

7. L'article 216 de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 14 de la loi 3 George VI, chapitre 102, et modifié par

7. Section 216 of the act 19 George V, chapter 95, as enacted by the act 3 George VI, chapter 102, section 14, and amended

1929, c. 95, s. 216, replaced.

l'article 23 de la loi 4 George VI, chapitre 74, est remplacé par le suivant:

Avis que le rôle a été complété.

“216. a) Aussitôt que les cotiseurs ont complété le rôle d'évaluation des immeubles, le rôle d'évaluation des taxes personnelles et d'affaires ou de toutes autres taxes, le trésorier de la cité donnera un avis annonçant que ces rôles ont été complétés, chaque jour juridique, pendant trois semaines consécutives, dans un journal français et dans un journal anglais de la cité. A l'expiration de cette période chacun des cotiseurs transmettra au trésorier de la cité le rôle du quartier dont il a la charge, dûment certifié sous serment et dès lors, ces rôles, excepté dans le cas où il y a appel, deviennent obligatoires à l'égard de toutes personnes qui y sont nommées ou imposées pour les montants fixés sur lesdits rôles respectivement, et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau ou de nouveaux rôles aient été complétés et mis en vigueur suivant les dispositions de cette charte.

Plaintes.

Toute personne qui se croit lésée par quelque entrée faite dans les rôles susdits doit en porter plainte devant le bureau des cotiseurs de la cité, par écrit, et sous serment, prêté devant un juge de paix ou le greffier de la Cour du recorder de la cité, ou devant un commissaire de la Cour supérieure. Cette plainte écrite doit être déposée durant la période susdite, au bureau des cotiseurs et le greffier de ce bureau doit donner, dans les mêmes journaux, et aux intéressés à leur dernière adresse connue, un avis des jours et heures où les plaignants seront entendus.

Montant non contesté établi par le trésorier.

b) Dans les cas où une plainte a été faite et que, lors de la mise en vigueur de ces rôles, cette plainte n'a pas encore été décidée finalement, le trésorier de la cité établit le montant payable par les personnes intéressées sur la partie non contestée de l'évaluation ou de la taxe, et il en fait une entrée sous sa signature en regard du nom de telles personnes.

Plaintes transmises à la Cour du recorder.

Lorsque les plaintes ainsi faites n'auront pas été décidées par le bureau des cotiseurs dans les deux mois de leur production, le trésorier pourra les transmettre à la Cour du recorder.

Dépôt du rôle.

c) Aussitôt que le rôle d'imposition des taxes foncières sera complété, il devra être

by the act 4 George VI, chapter 74, section 23, is replaced by the following:

“216. a. As soon as the assessors shall have completed the valuation roll of immovables, and the valuation roll of personal and business or other taxes, the city treasurer shall publish a notice that such rolls have been completed, every juridical day during three consecutive weeks, in a French and in an English newspaper of the city. At the expiration of such period each assessor shall transmit to the city treasurer the roll for the ward of which he has charge, duly certified under oath, and thereupon such rolls, except in the case of an appeal, shall become obligatory with respect to any person named or assessed therein for the sums stated in the said rolls respectively, and shall remain in force until a new roll or rolls have been completed and put into force, in accordance with the provisions of this charter.

Notice of deposit of roll.

All persons considering themselves aggrieved by any entry, in the said rolls, shall file a complaint before the board of assessors of the city, in writing, and sworn to before a justice of the peace, or the clerk of the Recorder's Court of the city, or before a commissioner of the Superior Court. Such complaint shall be filed during the aforesaid period with the board of assessors, and the clerk of the said board shall give, in the same newspapers and to the persons concerned at their last known address, notice of the days and hours when they will hear the complaints.

Complaints.

b. In the case of a complaint being made and when, at the time of the putting into force of such rolls, such complaint has not yet been finally decided, the city treasurer shall establish the amount payable by the interested persons on the uncontested portion of the valuation or of the tax, and shall make entry thereof over his signature, opposite the name of the complainant.

Interim assessment.

When the complaints so made have not been decided by the board of assessors within two months after the filing thereof, the treasurer may transmit them to the Recorder's Court.

Complaints sent to Recorder's Court.

c. The real estate tax roll, as soon as completed, shall be duly certified under

Roll to be deposited.

dûment certifié sous serment par le chef de la cotisation et déposé au bureau du trésorier de la cité.

oath by the head of the board of assessors and deposited in the office of the city treasurer.

Erreurs. *d)* Le trésorier de la cité pourra corriger toute erreur cléricale sur les rôles précités."

*d.* The city treasurer may correct any clerical errors on the above-mentioned rolls." Clerical errors.

1929, c. 95, a. 273a, aj. **8.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 273 le suivant:

**8.** The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 273 thereof, the following section: 1929, c. 95, s. 273a, added.

Paiement de taxes consolidées au cas de destruction.

"**273a.** Par dérogation à l'article 5 de la loi concernant la consolidation des taxes municipales et scolaires, reproduite au chapitre 209 des Statuts refondus de 1941, les versements à échoir en vertu de la consolidation des arriérés de taxes pourront être exigés immédiatement du débiteur si l'immeuble affecté au paiement desdits versements ou taxes est détruit substantiellement ou en totalité au cours d'un incendie ou autrement, à moins que le propriétaire ne remplace la garantie disparue."

"**273a.** Notwithstanding section 5 of the act respecting the consolidation of municipal and school taxes reproduced as chapter 209 of the Revised Statutes, 1941, the instalments to become due under the consolidation of tax arrears may be exacted from the debtor forthwith if the immoveable property charged with the payment of the said instalments or taxes is substantially or entirely destroyed in a fire or otherwise, unless the owner replaces the lost security." Consolidated tax payment in case property destroyed

1929, c. 95, a. 282d, remp.

**9.** L'article 282*d* de la loi 19 George V, chapitre 95, tel qu'édicte par la loi 2 George VI, chapitre 104, article 10 et remplacé par la loi 4 George VI, chapitre 74, article 26 est de nouveau remplacé par le suivant:

**9.** Section 282*d* of the act 19 George V, chapter 95, as enacted by the act 2 George VI, chapter 104, section 10, and replaced by the act 4 George VI, chapter 74, section 26, is again replaced by the following: 1929, c. 95, s. 282d, replaced.

Commutation de taxes sur résidences nouvelles.

"**282d.** Il sera loisible au conseil de la cité de Québec d'accorder une commutation de taxes municipales, excepté la taxe scolaire et la taxe de l'eau, sur toutes constructions qui seront érigées, à l'avenir, dans les limites de la cité, et qui seront occupées comme résidences pour la même famille. Pour jouir de la commutation, lesdites constructions devront être détachées ou semi-détachées et être d'une valeur cotisée de trois mille dollars au minimum.

"**282d.** The council may grant a commutation of municipal taxes, except the school tax and water rates, on any construction erected hereafter within the limits of the city, to be occupied as a residence for the same family. In order to benefit from such commutation the said construction must be detached or semi-detached and have an assessed value of at least three thousand dollars." Commutation of taxes on new dwellings.

Étendue d'icelle.

Cette commutation sera de 70% de la valeur cotisée pour la première année, et 10% de moins chaque année, après la première, et ce, pendant sept ans, de manière qu'à l'expiration de sept ans, la commutation soit terminée et que le propriétaire soit obligé de payer le montant entier des taxes imposées.

Such commutation shall consist of seventy per cent of the assessed value for the first year, and ten per cent less for each year, after the first, and this for a period of seven years, so that, at the expiration of seven years, the commutation shall terminate and the owner shall be obliged to pay the entire amount of taxes imposed." Extent of commutation.

Durée.

Ce pouvoir n'existera que pour six ans à compter du 12 avril 1940, et sera sou-

Such power shall exist only for six years counting from the 12th of April, Limitation.

mis à l'approbation de la Commission municipale de Québec."

1940, and shall be submitted to the approval of the Quebec Municipal Commission."

1929, c. 95, a. 299, rempl. **10.** L'article 299 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 2 George VI, chapitre 104, article 11, est remplacé par le suivant:

**10.** Section 299 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 2 George VI, chapter 104, section 11, is again replaced by the following:

Devoirs du comité administratif.

"**299.** Le comité administratif aura la surveillance de la trésorerie et de la comptabilité, et nulle somme d'argent, sauf dans les cas où il en est autrement décrété par la loi, ne pourra être payée autrement qu'indiqué par l'article 300 ci-dessous."

"**299.** The administrative committee shall have the management of the finances and the accounts, and no sums of money, except in cases with respect to which other provision is made by law, shall be paid otherwise than as indicated by section 300 hereof." Duties of administrative committee.

1929, c. 95, a. 300, rempl. **11.** L'article 300 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 59 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

**11.** Section 300 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 59, is again replaced by the following:

Signature des mandats, etc.

"**300.** Aucun mandat, bon, certificat de stock enregistré ou chèque, ne sera payable ou valide que lorsqu'il sera revêtu des signatures du maire ou d'une autre personne désignée par le conseil et du trésorier, sauf, cependant, lorsqu'il s'agit des chèques qui servent à payer les employés de la cité et qui sont faits à leur nom; ces chèques peuvent être signés par le payeur ou tout officier autorisé à cette fin par le trésorier."

"**300.** No warrant, bond, certificate of registered stock or cheque shall be payable or valid until it has received the signature of the mayor or of another person designated by the council and of the treasurer, except, however, in the case of cheques to pay the city employees made out in their names; such cheques may be signed by the paymaster or any other officer authorized for such purpose by the treasurer." Signature of warrants, etc.

1929, c. 95, a. 336, am. **12.** L'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en remplaçant le paragraphe 43°, par le suivant:

**12.** Section 336 of the act 19 George V, chapter 95, is amended by replacing paragraph 43 thereof by the following:

"43°. Pour règlementer le genre de constructions qui pourront être érigées sur certaines rues, parties ou sections de certaines rues ou sur tout terrain ayant front sur une place ou un parc public; pour déterminer à quelle distance de la ligne des rues, des places et des parcs publics les maisons seront construites, pourvu que cette distance ne puisse être fixée à plus de vingt-cinq pieds de ladite ligne; pour prohiber la construction, l'occupation et le maintien de manufactures, usines, buvettes, salles de danse, salles de billards, salles de quilles, écuries de louage, étaux de boucher, épicerie ou autres magasins dans certaines rues ou parties de rues ou sur des terrains ayant front sur une place ou sur un parc public, sauf in-

"43. To regulate the kind of buildings that may be erected on certain streets, parts or sections of streets, or on any land fronting on any public place or park; to determine at what distance from the line of the streets, public places or parks the houses shall be built, provided that such distance shall not be fixed at more than twenty-five feet from the said line, to prohibit the construction, occupation and maintenance of factories, workshops, taverns, dance-halls, billiard-rooms, bowling-alleys, livery-stables, butcher's stalls, grocery stores or other shops in certain streets or parts of streets, or on any land fronting on any public place or park, saving the indemnity, if any, payable to the proprietors, tenants or occupants of

Règlements de construction.

Building by-laws.

démnité, s'il y a lieu, aux propriétaires, locataires ou occupants de bâtiments actuellement construits ou en voie de construction ou qui ont eu des permis de construction, laquelle indemnité devra être fixée par trois arbitres, dont un sera nommé par la cité, un par le propriétaire, locataire ou occupant intéressé, et le troisième par les deux premiers, et à défaut d'entente, par un juge de la Cour supérieure;”.

1929, c. 95, a. 352, remp.  
Enlèvement de la neige.

**13.** L'article 352 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

“**352.** Lorsque dans une rue, ruelle ou place publique bordant de quelque côté que ce soit une maison ou un bâtiment ou un terrain vacant, la neige ou la glace ne sera pas enlevée au temps fixé pour ce faire par les règlements, l'ingénieur de la cité ou tout contremaître employé par la cité pour l'inspection des chemins pourra faire enlever telle neige ou glace aux frais de la cité, lesquels frais pourront être recouverts de la personne en défaut d'enlever telle neige ou glace par action devant la Cour du recorder de la cité. Lesdits frais seront privilégiés au même titre que les taxes municipales.”

1929, c. 95, a. 522, remp.  
Minimum de la taxe d'eau.

**14.** L'article 522 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

“**522.** Quel que soit le mode d'imposition de la taxe d'eau, le minimum de ladite taxe ne devra en aucun cas être inférieur à cinq dollars par logement”.

Subdivision pour logements ouvriers.

**15.** Pour favoriser la construction de logements ouvriers, la cité est autorisée à faire, sur approbation préalable de la Commission d'Urbanisme, une nouvelle subdivision, en lots de 15 pieds par 75 pieds, des lots 428, 429, 430, 566, 567 du cadastre officiel de St-Roch Nord, 721, 722 et 723 du cadastre de Charlesbourg, dont elle est maintenant propriétaire.

Vente des lots.

Les lots ainsi subdivisés pourront être vendus de gré à gré au prix de cinq dollars par lot, pourvu que l'acquéreur s'engage par contrat à ériger une maison d'habitation aux conditions suivantes :

Condi-tions.

1° Pour une maison d'un seul logement, il devra :

the buildings now built or being built or who have building permits, which indemnity shall be determined by three arbitrators, one to be appointed by the city, one by the proprietor, tenant or occupant interested, and the third by the two former and, in default of agreement, by a judge of the Superior Court;”.

**13.** Section 352 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

“**352.** Whenever the snow or ice on any street, lane or public place alongside of a house or building or vacant lot shall not be removed at the time fixed for so doing by the by-laws, the city engineer, or any foreman employed by the city for the inspection of roads, may have such snow or ice removed at the expense of the city; and the sum so expended may afterwards be recovered from the persons in default to remove such snow or ice by action before the Recorder's Court. Such sum shall be privileged in the same manner as municipal taxes.”

**14.** Section 522 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

“**522.** Whatever may be the method of imposing the water-tax, the minimum of such tax shall in no case be less than five dollars per dwelling.”

**15.** To promote the construction of workmen's dwellings, the city is authorized to make, with the prior approval of the Town Planning Commission, a new subdivision, into lots of 15 feet by 75 feet, of lots 428, 429, 430, 566 and 567 of the official cadastre of St. Roch North, and of lots 721, 722 and 723 of the cadastre of Charlesbourg, which now belong to the city.

The lots so subdivided may be sold by private sale at a price of five dollars per lot, provided that the acquirer undertakes by contract to erect a dwelling-house on the following conditions :

1. For a house containing a single dwelling he must :

1929, c. 95, s. 352, replaced.

Removal of snow and ice.

1929, c. 95, s. 522, replaced.

Minimum water-tax.

Subdivision for workmen's dwellings.

Sale of lots.

Condi-tions.

a) Acheter au moins trois lots et pas plus de quatre;

b) Construire, dans un délai de douze mois à compter de la date de la signature du contrat de vente des lots, une maison dont la valeur sera d'au moins deux mille dollars;

Condi-  
tions.

2° Pour une maison de deux logements ou "duplex", il devra:

a) Acheter au moins quatre lots et pas plus de cinq;

b) Construire, dans un délai de douze mois à compter de la date de la signature du contrat de vente des lots, une maison dont la valeur sera d'au moins trois mille dollars;

Idem.

3° Dans les deux cas ci-dessus mentionnés l'acquéreur devra laisser vacante, de chaque côté de la maison, une lisière de terrain d'au moins dix pieds, de façon qu'il y ait une distance d'au moins vingt pieds entre chaque maison. Toutes les maisons ainsi construites bénéficieront de la commutation de taxes déjà accordée par l'article 282*d* édicté par l'article 26 de la loi 4 George VI, chapitre 74 et ses amendements à condition que le propriétaire occupe sa maison, ou qu'il occupe l'un des logements dans le cas d'une maison à deux logements ou d'un "duplex".

a. Buy at least three lots and not more than four;

b. Build, within a delay of twelve months to be computed from the date of the signing of the contract of sale of the lots, a house of a value of at least two thousand dollars;

2. For a house containing two dwellings or a "duplex", he must:

Condi-  
tions.

a. Buy at least four lots and not more than five;

b. Build, within a delay of twelve months to be computed from the date of the signing of the contract of sale of the lots, a house of a value of at least three thousand dollars;

3. In both the cases mentioned above, Idem.

the acquirer must leave a strip of vacant land of at least ten feet on each side of the house, so that there shall be a distance of at least twenty feet between each house. All houses so constructed shall have the benefit of the commutation of taxes already granted by section 282*d* as enacted by the act 4 George VI, chapter 74, section 26, and its amendments, on condition that the owner occupy his house, or that he occupy one of the dwellings in the case of a house containing two dwellings or of a "duplex".

1929, c. 95, 16. Les cédules D, E et F, de la loi 19  
céd. George V, chapitre 95, sont remplacées  
D, E, F, par les cédules contenues à l'annexe de la  
remp. présente loi.

16. Schedules D, E and F, to the act 1929, c. 95,  
19 George V, chapter 95, are replaced by sch. D, E,  
F, re- the schedules contained in the annex to  
placed. this act.

Entrée en 17. La présente loi entrera en vigueur  
vigueur. le jour de sa sanction.

17. This act shall come into force on Coming  
the day of its sanction. into force



## ANNEXE

## ANNEX

## CÉDULE D

## SCHEDULE D

(Article 86)

(Section 86)

*Bulletin de vote pour l'élection du maire**Ballot-paper for the election of the Mayor*

		<b>1</b> ADAM Pierre, marchand—merchant	
		<b>2</b> BEAUDOIN Alexandre, cordonnier—shoemaker	
		<b>3</b> MONGEON Jacques, notaire—notary	<b>X</b>

<b>NO</b>	
Cahier de votation Poll Book	
No.....	
<i>Initiales du président</i>	<input type="text"/>
<i>Initials of presiding officer</i>	<input type="text"/>

## CÉDULE E

(Article 86)

*Bulletin de vote pour l'élection des  
échevins du siège numéro 1*

## SCHEDULE E

(Section 86)

*Ballot-paper for election of Alderman  
for Seat No. 1*

Élection pour le quartier Election for	Ward	<b>1</b> ADAM, Pierre, marchand—merchant	
		<b>2</b> BEAUDOIN, Alexandre, cordonnier—shoemaker	<b>X</b>
		<b>3</b> MONGEON, Jacques, notaire—notary	

<p>Cahier de votation Poll Book</p>	
<p><b>NO</b></p>	<p>No.....</p>
<p><i>Initiales du président</i></p>	
<p><i>Initials of presiding officer</i></p>	<div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 50px;"></div>

## CÉDULE F

(Article 86).

*Bulletin de vote pour l'élection des échevins des sièges numéros 2 et 3*

## SCHEDULE F

(Section 86)

*Ballot-paper for election of Aldermen for Seats Nos. 2 and 3*

Election pour le quartier Election for	Ward	<b>1</b>	AUGER Jean, marchand—merchant	
		<b>2</b>	GARIEPY Pierre, charpentier—carpenter	<b>X</b>
		<b>3</b>	LANGLOIS Arthur, notaire—notary	

<b>Cahier de votation Poll Book</b>	
<b>No</b> No.....	
<i>Initiales du président</i>	<input type="text"/>
<i>Initials of presiding officer</i>	<input type="text"/>